RÉFORMES POLITIQUES

Louisa Hanoune affiche ses doutes

Les sept projets de loi adoptés en majorité par le gouvernement ne semblent pas être du goût de la SG du PT. Louisa Hanoune pense que certains textes sont en contradiction totale avec les promesses du président de la République tenues lors de son discours du 15 avril dernier.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -S'exprimant hier lors de la clôture des travaux de l'université d'été de son parti, Louisa Hanoune n'y est pas allée par quatre chemins pour qualifier les récents projets de lois adoptés par le gouvernement de «textes arbitraires qui expriment de graves dégradations».

Pour rappel, il s'agit des lois sur les partis, les associations, le code électoral, le code de l'information, la loi sur l'incompatibilité des mandats parlementaires, la loi sur le quota de femmes sur les listes électorales et le code de wilaya.

A cet effet, la première responsable du Parti des travailleurs, qui pense que la révision de la Constitution doit se faire avant toute chose, a appelé le président de la République à prendre des décisions réelles.

Photo: Samir Sid

Louisa Hanoune, SG du Parti des travailleurs.

«Si Abdelaziz Bouteflika veut écrire son nom en lettres majuscules dans les annales de l'Histoire, il est appelé à prendre des décisions concrètes», a-t-elle signifié, tout en soulignant que certains hauts responsables de l'Etat lui ont fait savoir que le président va annoncer des mesures de la plus haute importance à la rentrée sociale. La SG du PT n'a pas aussi laissé passer l'occasion pour dénoncer certaines parties influentes dans les rouages de l'Etat qui œuvrent contre l'intérêt du pays et sabotent, pour reprendre son expression, le premier magistrat du pays. Mais sans toutefois donner de noms ou du moins faire allusion à quiconque.

Le message d'Aqmi…

Par ailleurs, et s'exprimant sur la recrudescence des attentats kamikazes, dont le dernier, celui de Cherchell, Louisa Hanoune en fait la lecture suivante : «C'est un message pour nous dire qu'ils peuvent frapper quand ils veulent et là où il veulent.»

Pour la SG du PT, l'option de l'existence de centres d'intérêts occultes et de grandes puissances mondiales derrière ces actes terroristes, Aqmi en particulier, n'est plus une hypothèse mais une réalité. Certains attentats terroristes, pour Louisa Hanoune, ne visent réellement qu'à faire pression sur l'Algérie.

Quant aux récents attentats mortels `qui ont ciblé la Kabylie, la secrétaire générale du Parti des travailleurs n'exclut pas une relation avec les mouvements autonomistes dans la région et le MAK de Ferhat Mehenni, sans toutefois donner plus de précisions.

M. M.

FLN À AÏN DEFLA

La résistance à Belkhadem se radicalise et s'organise

La décision prise par A. Belkhadem, le secrétaire général du FLN , le 7 juillet dernier, portant reconduction pour un autre mandat à la tête de la mouhafadha d'Aïn Defla, de Hanoufa Ahmed, a soulevé l'indignation voire même la colère des cadres et des militants de cette formation politique.

Des lettres de contestation ont été adressées au niveau de cette décision puis, comme la centrale ne donnait aucune suite à être donnée à ces correspondances, cadres et militants ont tenu deux rassemblements devant les locaux de la mohafadha. Le premier rassemblement a été émaillé par une scène de pugilat entre militants et des éléments qui ont été désignés sous l'appellation de «baltaguia» qui, dit-on, avaient été envoyés par le mouhafedh reconduit.

Une cellule de crise avait alors été installée pour suivre et coordonner le mouvement de contestation engagé contre ce qui a été qualifié de «déni des lois de la démocratie», un acte considéré ici comme «un mépris envers la base militante du parti par son SG lui même» ou encore un acte de «despotisme», selon des cadres locaux du FLN.

Face au silence de Belkhadem, qui, dit-on, «semble vouloir sacrifier le parti au profit d'un de ses proches», la contestation s'est radicalisée pour s'étendre à tous les membres de la famille FLN comme cela a été constaté lors de la réunion, tenue récemment au siège de l'APW, à laquelle ont pris part 56 cadres du parti, élus et représentants des organisations de jeunes et étudiants.

Le débat engagé, le rappel des actions menées. L'impasse à laquelle semble avoir mené la décision de reconduire le sénateur Hanoufa Ahmed à la tête de la mouhafadha, ne fait, de l'avis des intervenants lors de cette réunion semble donner un nouvel élan à une contestation plus radicale avec des menaces à peine voilées adressées à Belkhadem de «Si tu perdures sur cette voie Belkhadem, nous te disons que si tu persistes dans l'erreur, nous militants, cadres et sympathisants du FLN, nous nous joindrons sans équivoque au mouvement initié ailleurs et qui partage notre vision sur la façon dont doit être géré le parti, une façon plus démocratique et non comme vous le gérez depuis quelque temps et particulièrement dans la wilaya de Aïn Defla».

Photo: Samir Sid

Abdelaziz Belkhadem, SG du FLN.

On n'a pas cessé lors de cette réunion de rappeler que «les portes de la mouhafadha n'ont pas été ouvertes pendant 5 années, c'est-à-dire durant tout le mandat de l'ex-mouhafed, qu'en fait de restructuration, il y a eu 20 bureaux de kasmas qui ont été désignés dans les cafés ou même en dehors du territoire des communes par des assemblées virtuelles et fictives».

Si certains se sont dressés contre «le comportement négatif et néfaste» de ce mouhafed, d'autres n'ont pas hésité à décrier l'homme l'accusant d'avoir destructuré le parti pour des intérêts bassement personnels et d'avoir «enfreint la loi en commettant le délit de faux et l'usage de faux».

D'autres encore sont allés plus loin dans la critique en s'adressant au SG du FLN : «Belkhadem, nous ne sommes pas tes employés ni tes ouvriers, nous ne sommes pas ta propriété, mais des militants d'un noble parti auquel nous avons toujours cru et en qui, nous ne cesserons pas de croire. Nos femmes à l'instar d'autres Algériennes n'ont jamais cessé de donner à l'Algérie des hommes, et des héros.»

A l'issue de la réunion, trois commissions ont été mises sur pied chargées de la sensibilisation, de la coordination et de la préparation des actions projetées pour faire aboutir «le redressement du Parti» Oui il a été aussi question lors de cette réunion de se joindre au mouvement des Redresseurs. A ce sujet, un des cadres du Parti ne s'est pas gêné pour dire «Arrêtons s'il vous plaît de tergiverser. Le moment est venu de prendre les décisions et d'appeler les choses par leurs noms !»

Il lui a été répondu «oui la décision est incontournable, inévitable certes mais nous ne devons pas tomber dans le même travers qui est reproché à ceux que nous contestons aujourd'hui… La décision sera prise en concertation avec toutes les instances de la base militante et non pas sur un individu ou un petit groupe»

Une autre réunion est annoncée pour les jours à venir. Les trois commissions sont chargées de la sensibilisation en direction des militantes, des jeunes et des cadres et élus du parti.

Karim O.

DIPLOMATIE

M. Medelci réitère l'appel de l'Algérie à un règlement de la crise en Syrie par le dialogue

Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères, a participé à la réunion extraordinaire du Conseil des ministres de la Ligue arabe, consacrée à la situation dans le monde arabe, notamment les développements en Libye et en Syrie, et dont les travaux ont pris fin samedi soir au Caire.

En ce qui concerne la Libye, le Conseil des ministres, après examen des derniers développements intervenus dans ce pays, a décidé de permettre au Conseil national de transition d'occuper le siège de la Libye au sein de la Ligue arabe en tant que représentant du peuple libyen et a mis ainsi fin au gel de la participation de la Libye aux activités de la Ligue, décidée en mars dernier par cette institution.

Le représentant de la Libye à cette réunion, Mahmoud Djibril, président du conseil exécutif du CNT, dans une allocution prononcée à la suite de cette décision, a souligné l'attachement de son pays à l'action arabe commune, réaffirmant l'appartenance de la Libye à la nation arabe, dont elle partage la destinée et les défis.

M. Djibril a déploré les attitudes de l'ancien régime à l'égard des grandes questions arabes, estimant que ses positions volatiles et ambiguës étaient en contradiction avec les intérêts du monde arabe. Il a, à cet égard, rassuré les pays membres de la Ligue arabe que la Libye assumera désormais pleinement ses responsabilités vis-à-vis de la Ligue arabe et qu'elle entend participer activement à l'action arabe commune. M. Djibril a enfin sollicité l'appui des pays arabes pour la reconstruction de la Libye dans ses efforts visant à récupérer les fonds gelés, indispensables pour répondre aux nombreux besoins de la population.

Il a appelé la Ligue arabe à accompagner le peuple libyen dans son processus de stabilisation et de sécurisation du pays. A l'issue de cet exposé, qui n'a pas été suivi de débat, les ministres ont répondu favorablement aux demandes formulées par la partie libyenne.

Abordant la situation en Syrie, les ministres ont exprimé leur préoccupation sur l'évolution dangereuse de la crise dans ce pays et sur les pertes humaines enregistrées en insistant sur la nécessité de mettre fin à l'effusion de sang.

Ils ont réaffirmé le devoir de la Ligue arabe d'apporter sa contribution au règlement de la crise, estimant que l'implication de la Ligue arabe permettrait d'éviter l'intervention étrangère.

Intervenant sur ce point, M. Mourad Medelci a réaffirmé la position de l'Algérie sur cette question, rappelant son appel à l'arrêt de l'effusion de sang, le règlement de la crise par la voie du dialogue et la nécessité de répondre aux aspirations légitimes des peuples à la liberté, à la démocratie et au bien-être social. A l'issue des travaux, les ministres ont chargé le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Nabil El Arabi, de se rendre à Damas pour exposer au président Bachar El-Assad l'approche des pays membres de la Ligue pour une sortie de la crise.

APS